

Communiqué de presse d'Alliance Sud du 16 avril 2025

Les dépenses de développement en chute libre

Une fois de plus, la Suisse est loin d'atteindre l'objectif convenu au plan international de 0,7 % du revenu national brut (RNB) pour la coopération au développement. Les chiffres [publiés aujourd'hui par l'OCDE](#) sur l'aide publique au développement (APD) montrent qu'en 2024, la Suisse n'aura consacré que 0,51 % de son RNB à la coopération au développement, soit 14,9 % de moins que l'année précédente. Avec les coupes décidées en décembre 2024, un nouveau recul se profile.

Comme les années précédentes, la Suisse n'a pas respecté ses engagements internationaux l'an dernier et se classe au 8^e rang des pays donateurs de l'OCDE avec 0,51 % de son RNB. En excluant les dépenses d'asile en Suisse, qui peuvent également figurer dans l'APD pour des raisons incompréhensibles, ses dépenses de développement ne s'élèvent qu'à 0,38 %. Ainsi, les dépenses d'asile en Suisse ne représentent pas moins de 25 % des dépenses de développement comptabilisées par notre pays.

La réduction de 14,9 % des dépenses de développement par rapport à l'année précédente va également à l'encontre de l'opinion de la population suisse. Selon un [sondage représentatif de l'EPFZ](#) publié aujourd'hui, près de 80 % de la population helvétique souhaite que les dépenses de développement restent stables ou augmentent.

La décision du Parlement de comprimer les dépenses de développement de 110 millions de francs en 2025 et de 321 millions pour les années 2026-2028 n'affecte pas encore les statistiques de l'OCDE. On peut donc supposer que la position de la Suisse continuera à se détériorer, et ce dans un contexte où tout a changé. Depuis l'investiture de Donald Trump, le multilatéralisme et, par conséquent, la Genève internationale ont été durement ébranlés. De plus, le démantèlement de l'USAID a des [conséquences dramatiques](#) partout sur la planète.

« Dans ce contexte mondial bouleversé, la Suisse devrait se positionner clairement et se ranger du côté du multilatéralisme, de la démocratie et des droits humains », souligne Kristina Lanz, experte en coopération internationale chez Alliance Sud. Cela implique également un soutien généreux aux organisations internationales basées à Genève, ainsi qu'un développement axé sur l'avenir du financement du développement et du financement international dans le domaine du climat. La 4^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), qui se tiendra à Séville du 30 juin au 3 juillet, offre une excellente occasion en ce sens.

Des investissements supplémentaires sont possibles

Même si le Conseil fédéral le nie sans cesse, la Suisse peut se permettre d'investir davantage dans la coopération internationale : d'une part, la Confédération aurait de nombreuses possibilités de générer des recettes supplémentaires, du moins à moyen et long terme, et d'autre part, la Suisse n'a aucune raison de faire des économies. « La dette publique extrêmement faible et en baisse de la Suisse permet aussi des investissements supplémentaires à court terme », affirme Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud. Selon une [étude de Cédric Tille](#), professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, un desserrement du frein à l'endettement permettrait de disposer d'au moins 15 milliards de francs pour des dépenses supplémentaires d'ici 2030, et même de 25 milliards d'ici 2050. Et ce, sans que le taux d'endettement extrêmement faible de la Suisse n'augmente.

Informations complémentaires :

Kristina Lanz, experte en coopération internationale, tél. +41 31 390 93 40,
kristina.lanz@alliancesud.ch

Andreas Missbach, directeur, tél. +41 31 390 93 30, andreas.missbach@alliancesud.ch